

Cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

9 décembre 2011

Original: français

Genève, 9 et 10 novembre 2011

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 10 novembre 2011, à 10 heures

Président: M. Khvostov (Bélarus)

Sommaire

Rapports de tous organes subsidiaires (*suite*)

Débat thématique sur les mesures préventives générales

Débat thématique sur l'assistance aux victimes

Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole (*suite*)

Examen des questions concernant l'application nationale du Protocole, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels (*suite*)

Préparation des conférences d'examen

Questions diverses

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Conférence seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Rapports de tous organes subsidiaires (suite)

Débat thématique sur les mesures préventives générales (CCW/P.V/CONF/2011/6/Rev.1)

1. **M. Steinmyller** (France), Coordonnateur pour les mesures préventives générales, présente le rapport qui a été établi sur la question (CCW/P.V/CONF/2011/6/Rev.1). Il rappelle que ces mesures, qui font l'objet de l'article 9 du Protocole V et visent à réduire autant que faire se peut l'apparition de restes explosifs de guerre, sont détaillées dans la troisième partie de l'annexe technique de l'instrument. Évoquant les décisions prises à ce sujet à la quatrième Conférence annuelle (CCW/P.V/CONF/2010/11, par. 41), en particulier le maintien de la pratique consistant à examiner directement une question technique spécifique, dit qu'à la réunion d'experts d'avril 2011 les États parties ont étudié la gestion des munitions, le cycle de vie des armements, ainsi que les essais à effectuer tout au long de ce cycle de vie. À cette occasion, plusieurs experts – de la Belgique, de l'Allemagne et de la France – ainsi qu'un spécialiste indépendant travaillant avec le Département d'État et le Département de la défense des États-Unis ont fait des exposés qui ont suscité de fructueux débats et qui seront publiés sous peu sur le site Web de l'Unité d'appui à l'application. En outre, des échanges très intéressants y ont eu lieu sur les approches et les expériences nationales en ce qui concerne l'application de l'article 9 du Protocole et de la troisième partie de l'annexe technique; en revanche, il n'y a guère eu de retour d'information sur l'utilisation du guide pour l'application de la troisième partie de l'annexe technique, l'adoption en étant encore trop récente.

2. Les travaux relatifs aux mesures préventives générales se sont encore enrichis d'une contribution majeure avec la publication, en octobre dernier, par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU et du Service de la lutte antimines, d'un guide technique international des munitions (International Ammunition Technical Guide – IATG). Le Coordonnateur demande que soit projetée une vidéo dans laquelle M^{me} Goh, dudit Bureau, présente ce guide. Dans cette vidéo, M^{me} Goh évoque les 12 chapitres du guide, qui porte sur la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie, notamment les principes de la gestion des munitions, de la gestion des risques et de la comptabilisation, les installations de stockage, le traitement, le transport, la sécurité ainsi que la neutralisation et la destruction des munitions, de même que les accidents et l'appui opérationnel en ce qui les concerne. Ce guide suit une approche à trois niveaux, de sorte que les États puissent commencer par améliorer la sécurité de leurs stocks puis appliquer progressivement des normes plus élevées. Il peut être consulté sur le site du désarmement de l'ONU (www.un.org/disarmament/convarms/Ammunition) et devrait à présent susciter de larges consultations avant d'être approuvé ou modifié par l'ensemble de la communauté internationale.

3. Le Coordonnateur soumet à l'examen des participants les recommandations qui figurent au paragraphe 11 du rapport publié sous la cote CCW/P.V/CONF/2011/6/Rev.1 et les invite à faire toutes observations sur la question des mesures préventives générales qu'ils jugeraient utiles.

4. **M. Laurie** (Service de la lutte antimines de l'ONU) suggère d'ajouter à l'alinéa c des recommandations un renvoi au guide technique international sur les munitions, eu égard à l'importance que revêt ce guide et de son lien étroit avec une application effective des mesures préventives générales.

5. **M. Steinmyller** (France), Coordonnateur pour la question à l'examen, dit que, pour important qu'il soit, le guide technique international sur les munitions est loin d'être le seul dont dispose la communauté internationale – le Centre international de déminage humanitaire de Genève, par exemple, en a publié plusieurs. Pour tenir compte de la

suggestion de M. Laurie, il propose de concevoir comme suit l'alinéa c des recommandations:

c) Développer, grâce au Coordonnateur et avec l'aide de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur certaines armes classiques, une page sur les mesures préventives générales sur le site Web existant de la Convention, qui permettra d'accéder facilement aux déclarations et présentations existantes ainsi qu'à certains guides, dont le guide technique international sur les munitions et ceux du Centre international de déminage humanitaire de Genève, etc., de même qu'à d'autres ressources.

6. **M. Garraux** (Suisse) est d'avis que l'échange de données d'expérience issu de l'utilisation du guide pour l'application de la troisième partie de l'annexe technique du Protocole, relative aux mesures préventives générales, offre une bonne plate-forme des travaux futurs sur la question, et que les exposés de fond comme les échanges fructueux sur la question retenue aux fins des travaux de la réunion d'experts d'avril 2011, à savoir la gestion des munitions, le cycle de vie des armes et les essais effectués tout au long de ce cycle de vie, reflètent bien les progrès accomplis en la matière. La Suisse est donc favorable au maintien de la pratique éprouvée consistant à examiner une question technique à la fois.

7. **M. Domingo** (Philippines) indique, au titre de l'application de mesures préventives générales à l'échelon national, qu'un centre de contrôle des munitions a été établi au sein des forces armées philippines en 2007 en étant chargé de comptabiliser les armes, les munitions et le matériel explosif des forces armées, d'en assurer la sécurité et d'en planifier le maintien, ainsi que d'assurer la sensibilisation aux effets destructeurs des armes chimiques, biologiques et nucléaires. Le Centre a notamment pour fonction de coordonner la gestion des munitions, de fournir des avis sur la puissance de feu stratégique du pays et des avis techniques sur les munitions, d'assurer un appui technique à la conception et à l'établissement de spécifications des munitions, de valider les rapports d'inventaire, de surveillance et d'état des munitions, d'assurer la coordination avec d'autres entités compétentes en vue de la bonne application du programme de sécurité des munitions explosives, de soutenir et d'effectuer lui-même des projets de recherche-développement sur les munitions, de procéder à l'évaluation et aux essais d'acceptation des nouvelles munitions, ainsi que de suivre l'élimination des armes, des munitions et des éléments obsolètes ou inutilisables, voire des armes et munitions qui constituent des prises de guerre. Le centre et les forces armées procèdent régulièrement à des inspections et à l'élimination de toute munition défectueuse. Les activités de destruction sont coordonnées avec les services nationaux d'audit afin d'assurer la comptabilisation et l'enregistrement des munitions détruites. Enfin, le Centre s'emploie à former le personnel des forces armées à l'enlèvement des munitions et à le sensibiliser aux risques présentés par les restes explosifs. Plusieurs organisations nationales et internationales de la société civile ont elles aussi mené d'importantes activités d'éducation et de sensibilisation aux Philippines.

8. **M. Steinmyller** (France), Coordonnateur pour la question à l'examen, estime que l'intervention des Philippines montre bien tout ce qu'il est possible de faire moyennant une action résolue sur le plan interne et une coopération internationale à la mise en œuvre des mesures décidées. Il remercie toutes les délégations de leur participation très active aux travaux sur la question des mesures préventives générales et l'Unité d'appui à l'application de son aide à cet égard, en précisant qu'il ne sollicitera pas de renouvellement de son mandat de coordonnateur pour 2012 puisqu'il quitte ses fonctions à l'ambassade de France en cours d'année.

9. **Le Président** remercie M. Steinmyller de l'excellent travail qu'il a fait en sa qualité de Coordonnateur. Il croit comprendre que la Conférence souhaite approuver les recommandations figurant au paragraphe 11 du rapport à l'examen, y compris la

modification proposée par le représentant du Service de la lutte antimines de l'ONU, telle qu'elle a été formulée par le Coordonnateur.

10. *Il en est ainsi décidé.*

Débat thématique sur l'assistance aux victimes (CCW/P.V/CONF/2011/7/Rev.2)

11. **M^{me} Woergoetter** (Autriche), informant les participants à la Conférence qu'elle remplace la Coordinatrice désignée, M^{me} Karner, appelée à d'autres fonctions au sein de la représentation permanente de l'Autriche, présente, conjointement avec la collaboratrice de la Coordinatrice, M^{me} Žunec Brandt, les travaux accomplis en 2011 sur la question de l'assistance aux victimes et le rapport qui a été établi à ce sujet à l'intention de la Conférence (CCW/P.V/CONF/2011/7/Rev.2). Cette présentation sera axée sur cinq domaines d'activité, eu égard aux décisions prises par les Hautes Parties contractantes à leur quatrième Conférence, en 2010 (CCW/P.V/CONF/2010/11, par. 33), à savoir: premièrement, la création, sur le site Web existant du Protocole V, d'une section concernant l'assistance aux victimes; deuxièmement, le questionnaire sur l'assistance aux victimes qui est adressé aux États parties et qui a pour but de mieux cerner la situation sur le terrain, questionnaire qui figure lui aussi sur le site susmentionné; troisièmement, la mise en œuvre du Plan d'action pour l'assistance aux victimes, adopté en 2008, et les recommandations à faire à ce sujet; quatrième, la présentation de rapports nationaux sur l'assistance aux victimes, les consultations tenues à cet égard à la réunion d'experts et les suggestions faites dans le rapport à la cinquième Conférence; enfin, cinquièmement, l'évaluation des besoins des rescapés, de leur famille et des communautés touchées par le problème des restes explosifs de guerre. Dans le cadre de ce cinquième point, M^{me} Officer, de l'Organisation mondiale de la santé, évoquera le rapport mondial sur le handicap établi par cette organisation, en ce qui concerne la mise en œuvre du Protocole V.

12. **M^{me} Žunec Brandt** (Croatie), collaboratrice de la Coordinatrice pour la question à l'examen, évoquant les deux premiers domaines d'activité, présente la section relative à l'assistance aux victimes qui a été créée sur le site Web du Protocole V, en partenariat avec l'Unité d'appui à l'application. Cette section commence par un texte introductif, comportant une citation du Secrétaire général, les données pertinentes et les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8. Y est ensuite reproduit le Plan d'action, soit les dispositions qui constituent la plate-forme centrale de l'action des Hautes Parties contractantes en matière d'assistance aux victimes, de même qu'une énonciation des droits des victimes et les évaluations de leurs besoins. À la rubrique «Documents» de la section figure le questionnaire qui a été élaboré eu égard au Plan d'action afin qu'il soit possible de mieux cerner la situation des victimes d'accidents provoqués par des restes explosifs de guerre. Un lien distinct avec le texte de la Convention relative aux droits des personnes handicapées y a été ajouté, étant donné que cette Convention est mentionnée dans le préambule même du Plan d'action. Enfin, à la rubrique des questions diverses, on trouve des liens avec d'autres sources d'information sur l'assistance aux victimes – organismes des Nations Unies, principales organisations non gouvernementales, autres Conventions, etc.

13. Quant au questionnaire qui est reproduit dans la section relative à l'assistance aux victimes, M^{me} Žunec Brandt signale que 31 États, dont la Serbie, en qualité d'État observateur, l'ont rempli et renvoyé. Elle encourage vivement toutes les Hautes Parties contractantes, de même que les États observateurs, à en faire de même, si possible avant la réunion d'experts de 2012.

14. **M^{me} Woergoetter** (Autriche), représentante de la Coordinatrice pour la question à l'examen, abordant le troisième domaine d'activité prioritaire en matière d'assistance aux victimes, à savoir la mise en œuvre du Plan d'action adopté par les Hautes Parties contractantes en 2008, fait observer que la question des synergies et des avantages possibles d'une coordination plus étroite entre le Protocole V et les instruments connexes en ce qui

concerne l'assistance aux victimes a continuellement fait l'objet de débats et a également été examinée à la réunion d'experts de 2011. La Coordinnatrice propose aux Hautes Parties contractantes de poursuivre les débats sur la question et de demander à celui ou celle qui sera chargé de coordonner ces travaux de continuer à leur faciliter le travail de mise en œuvre du Plan d'action.

15. En ce qui concerne le quatrième domaine d'activité prioritaire, c'est-à-dire l'établissement des rapports nationaux sur l'assistance aux victimes, elle rappelle qu'il a été demandé à la réunion d'experts de 2011 d'examiner cette question et à la Coordinnatrice de faire des suggestions à la cinquième Conférence. À la réunion d'experts, la Coordinnatrice a présenté des éléments susceptibles d'être incorporés dans une version modifiée du masque de saisie pour la présentation des rapports nationaux sur les dispositions prises en application de l'article 8. Comme suite aux considérations formulées à la réunion d'experts, la Coordinnatrice a joint à son rapport un projet de masque de saisie modifié. Elle recommande que la Conférence demande à la réunion d'experts de poursuivre les consultations et le travail sur ce masque de saisie, en vue de faire des suggestions à la sixième Conférence. Elle ajoute à cet égard que la Conférence doit veiller à éviter aux États toute surcharge de travail. Les débats qui auront lieu à la prochaine réunion d'experts, en 2012, devraient s'appuyer sur le masque de saisie proposé pour la présentation des rapports.

16. S'agissant de l'évaluation des besoins des rescapés, de leur famille et des communautés touchées, cinquième domaine d'activité prioritaire, la Coordinnatrice recommande à la Conférence de faire en sorte que la prochaine réunion d'experts se penche plus longuement sur cette question et procède à la mise en commun des expériences et des pratiques dans ce domaine. Les débats pourraient être axés sur un certain nombre de considérations, à savoir la façon de déterminer les besoins des rescapés, de leur famille et de leurs communautés, la façon d'entrer en contact avec les personnes touchées, la méthode de collecte des données requises, notamment les données statistiques et les résultats des recherches, les obstacles auxquels se heurtent les personnes concernées dans l'exercice de leurs droits, et l'établissement et l'évaluation des responsabilités ainsi que la coordination. La Coordinnatrice estime que la participation des spécialistes et des rescapés à ces débats est essentielle.

17. **M^{me} Officer** (Coordinnatrice de l'Équipe Incapacités et réadaptation de l'Organisation mondiale de la santé) présente les principaux points du Rapport mondial sur le handicap en relation avec le Protocole V et la question de l'assistance aux victimes. Établi conjointement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale, ce document est fondé sur une approche du handicap qui cadre avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé, dans lesquelles le handicap est considéré sous l'angle des interactions entre une personne dans un état de santé donné et son environnement.

18. Le Rapport mondial sur le handicap indique tout d'abord que le nombre de personnes handicapées dans le monde est plus élevé qu'on ne le pensait. On estime en effet qu'un milliard d'êtres humains souffrent d'un handicap sous une forme ou une autre, soit 15 % de la population mondiale. Le Rapport indique en outre que ce nombre est en augmentation en raison d'un certain nombre de facteurs. On y apprend enfin que le handicap revêt des formes très variées et n'affecte pas toutes les personnes de la même façon. Ainsi, dans tous les pays, la prévalence du handicap est plus grande parmi les pauvres, les femmes et les personnes âgées.

19. Peu de pays disposent de mécanismes appropriés pour répondre aux besoins des handicapés. Les obstacles, nombreux et divers, auxquels ces derniers se heurtent, ont pour conséquences une santé moins bonne, des résultats scolaires inférieurs pour les enfants, une contribution à l'activité économique plus faible, des taux de pauvreté supérieurs, une

dépendance accrue et une vie sociale restreinte. Il est recommandé aux gouvernements, en collaboration avec les partenaires du développement, de permettre aux handicapés d'avoir accès à l'ensemble des principaux services, d'investir dans des programmes et services adaptés aux handicapés et d'adopter une stratégie et un plan d'action nationaux en faveur du handicap. Les gouvernements devraient en outre s'efforcer de sensibiliser le grand public aux problèmes des handicapés et appuyer la recherche et la formation dans le domaine du handicap. Les handicapés devraient être systématiquement consultés dans le cadre des initiatives qui les concernent et devraient participer à celles-ci. Afin de leur permettre de surmonter les obstacles qu'ils rencontrent, en particulier dans le domaine de la santé, il convient de réformer les politiques, les lois et les mécanismes réglementaires, d'établir des normes pour les soins de santé, de s'attaquer au problème du coût des services de santé et de réadaptation, d'améliorer l'accès aux infrastructures, moyens de transport et équipements, de renforcer les capacités des personnels s'occupant des handicapés et d'accroître les ressources humaines au service de la réadaptation.

20. S'agissant des données sur le handicap, il importe d'adopter des normes internationales, telles que la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé, afin de s'assurer que les données sont pertinentes à l'échelon national et comparables à l'échelon mondial, d'améliorer la qualité des statistiques nationales, notamment en adoptant une approche consistant à rendre compte des difficultés de fonctionnement découlant du handicap, et de promouvoir une étude épidémiologique du handicap.

21. Le Rapport mondial sur le handicap devrait susciter des initiatives à l'échelon national, lesquelles se traduiraient par la mise en œuvre de programmes nationaux et régionaux qu'il faudrait ensuite transposer à une plus grande échelle.

22. **M^{me} Woergoetter** (Autriche), représentante de la Coordonnatrice pour la question à l'examen, fait observer que plusieurs modifications ont été apportées aux recommandations formulées par la Coordonnatrice dans son rapport sur l'assistance aux victimes. Elle donne lecture, dans un souci de clarté, de la version finale du paragraphe 11 de ce rapport (CCW/P.V/CONF/2011/7/Rev.2), où figurent ces recommandations.

23. **M. Thammayongsa** (Observateur de la République démocratique populaire lao) dit que la République démocratique populaire lao est l'un des pays les plus touchés par les restes explosifs de guerre, ou REG, en particulier les armes à sous-munitions. Quatorze des 17 provinces que compte le pays sont polluées. Il s'agit notamment de zones reculées où les principales victimes sont des agriculteurs et des personnes sans ressources qui ramassent les REG pour en récupérer la ferraille. Outre le fait qu'ils ôtent la vie et mutilent, les REG constituent un obstacle majeur au développement socioéconomique du pays. La corrélation entre la pauvreté et la présence de munitions non explosées est clairement démontrée dans 41 des 46 districts les plus pauvres du pays et l'expérience montre que le nettoyage des terres contaminées est extrêmement coûteux et prend énormément de temps.

24. Pour mieux planifier et organiser l'assistance aux victimes, le Gouvernement lao a rassemblé dans une base de données nationale les renseignements les plus complets possibles sur les accidents dus à des munitions non explosées, les victimes et les rescapés, afin d'aider les autorités concernées à déterminer les zones géographiques à nettoyer à titre prioritaire, à mettre en place des activités pertinentes d'éducation aux risques et à venir en aide aux victimes. Pour mener à bien sa tâche, l'organisme national de réglementation chargé des munitions non explosées a effectué, en deux grandes phases – à savoir de 1964 à 2008 et de 2008 à la période actuelle –, une série d'enquêtes nationales sur la typologie des victimes et des accidents. Celles-ci ont permis d'établir que, au fil des ans, le nombre de victimes tendait à diminuer grâce aux effets de l'éducation aux risques et aux progrès réalisés en matière de déminage. Beaucoup reste toutefois à faire, notamment dans le domaine de l'assistance aux victimes.

25. Les quatre principaux intervenants en matière d'assistance aux victimes sont le Centre national de réadaptation, placé sous la houlette du Ministère de la santé, et l'Association for Aid and Relief Japan, COPE et World Education. En pratique, ces organisations internationales et ONG, fidèles au principe de la non-discrimination, assurent notamment la fourniture de soins médicaux, de chaises roulantes et de tricycles à propulsion manuelle; elles organisent des ateliers de fabrication de prothèses et d'orthèses et des services en la matière, participent à la mise en place de services de réadaptation et dispensent des cours de formation professionnelle ou d'instruction spécialisée, à l'intention des personnes handicapées; elles appuient aussi des programmes de réinsertion et d'autonomisation, par l'octroi de petites subventions, de cours d'élevage et de bétail.

26. Malgré les progrès réalisés, les besoins réels, en particulier au plan sanitaire, restent très importants, raison pour laquelle toute aide extérieure est précieuse. Le représentant de la République démocratique populaire lao adresse de vifs remerciements aux pays donateurs, aux organisations internationales et aux ONG qui viennent en aide à son pays et les engage à poursuivre leur action.

27. **M. Bilal** (Pakistan) souhaiterait savoir si, en matière d'assistance, la Convention relative aux droits des personnes handicapées fait une quelconque distinction ou établit un quelconque ordre de priorités selon que le handicap est d'origine naturelle, accidentelle, conjoncturelle, etc., et, dans la négative, quelle est la responsabilité, en matière d'assistance aux victimes, d'un État partie au Protocole ou à d'autres instruments de désarmement qui ne disposerait que de ressources très limitées. Soucieux d'une répartition équitable des ressources d'un pays au profit des victimes des restes explosifs de guerre, d'une part, et des autres personnes handicapées, d'autre part, il demande comment les synergies existantes entre la Convention susmentionnée et les instruments de désarmement peuvent être concrètement mises en œuvre dans le domaine de l'assistance aux victimes.

28. **M^{me} Officer** (Coordonnatrice de l'Équipe Incapacités et réadaptation de l'OMS) explique que la Convention relative aux droits des personnes handicapées – qui compte désormais 153 signatures et 106 ratifications – n'établit aucune distinction et, par conséquent, aucun rang de priorité en fonction de la cause du handicap. Elle peut en tout état de cause être une source d'inspiration pour les pays qui n'y seraient pas parties, mais qui, en tant que parties au Protocole V ou à tout autre instrument juridique limitant l'emploi de certaines armes, resteraient bien entendu tenus d'honorer leurs engagements en matière d'assistance aux victimes.

29. Quant aux synergies à exploiter, **M^{me} Officer** fait observer que les systèmes mis en place ou les ressources mises à disposition à l'intention des victimes des restes explosifs de guerre, ou REG (services de réadaptation physique, prothèses, orthèses, etc.) sont bien souvent les mêmes que ceux dont ont besoin d'autres personnes handicapées, qu'elles aient été victimes des REG ou d'un accident de la route, de train, ou de la poliomyélite, et qu'à ce titre, il serait judicieux, compte tenu des ressources souvent limitées en la matière, de concevoir et de mettre en place des programmes et des services susceptibles de profiter au plus grand nombre, quel que soit l'instrument juridique applicable.

30. **M^{me} Lendenmann** (Suisse) dit que, même si, depuis l'entrée en vigueur du Protocole V, les Hautes Parties contractantes ont beaucoup avancé sur la question de l'assistance aux victimes, notamment grâce au Plan d'action dont elles se sont dotées, il n'en reste pas moins que des difficultés subsistent sur le terrain. Aussi la Suisse remercie-t-elle la Coordinatrice de l'Équipe Incapacités et réadaptation de l'OMS d'avoir mis l'accent sur la nécessité d'utiliser les synergies des efforts déployés au titre du Protocole ou d'instruments connexes, comme le Protocole II modifié, ou même d'autres conventions. Elle soutient également sa proposition visant à élargir le champ d'application du Plan d'action à l'ensemble du régime établi par la Convention, ce qui devrait favoriser l'universalisation de ce régime.

31. La Suisse défend partout une approche de l'assistance aux victimes qui soit universelle, intégrée et non discriminatoire, et qui tienne compte du genre et de l'âge. Sa stratégie repose sur la conviction qu'il convient de fournir aux victimes, au sens large, des soins thérapeutiques fondés sur leurs besoins et non sur la cause du handicap, et d'exploiter au mieux les ressources à disposition. L'un des objectifs principaux de la Suisse en matière de coopération est donc de renforcer les capacités des acteurs nationaux et d'apporter le soutien nécessaire à la planification et à la mise en place des stratégies, des plans d'action et des banques de données nationales, avec la participation active des victimes.

32. S'agissant du questionnaire, la Suisse constate que celui-ci devrait permettre de dresser un tableau général de la situation et partant, de mettre le doigt sur les améliorations à apporter au système de l'assistance aux victimes mis en place par la communauté internationale, mais elle juge crucial d'obtenir un nombre plus élevé de réponses afin de pouvoir relever de manière plus appropriée les défis qui se posent sur le terrain. À cette fin, la Suisse est favorable à la poursuite des consultations dans le cadre des réunions d'experts au sujet de l'assistance aux victimes, y compris les travaux relatifs à la modification et à l'amélioration des formules de présentation des rapports nationaux qui sont à la base de la bonne exécution du Plan d'action, et elle espère que ces travaux pourront être finalisés pour la prochaine réunion des Hautes Parties contractantes.

33. **M. Pham Hai** (Observateur du Viet Nam) dit que, en figurant parmi les pays les plus contaminés au monde, le Viet Nam ne peut que partager les inquiétudes de la communauté internationale au sujet des risques humanitaires que posent les restes explosifs de guerre, ou REG. Selon une étude préliminaire réalisée en 2002, 88 % des communes du pays seraient concernées, la zone contaminée couvrant ainsi 21,12 % du territoire national. Selon des données non définitives, les bombes ou mines auraient tué ou mutilé une centaine de milliers de personnes qui étaient des soutiens de famille. De nombreux rescapés, principalement des enfants et des jeunes, souffrent de blessures ou de handicaps rendant leur existence compliquée.

34. Le risque étant présent dans presque toutes les régions, les collectivités locales ont intégré dans leurs politiques et programmes la nécessité d'assurer des services de déminage, d'intervention d'urgence, d'assistance aux victimes et de réadaptation et de réinsertion. Aux fins d'une coordination plus efficace, le Premier Ministre a approuvé le 21 avril 2010 un plan d'action national 2010-2025, qui sera exécuté en deux temps. De 2010 à 2015, les efforts seront concentrés sur la cartographie de la contamination au plan national, l'élaboration de normes techniques nationales, la création d'un centre de données, l'éducation à la prévention des accidents, l'assistance aux victimes et l'aide à la réinstallation. Les projets de déminage, d'éducation et d'appui se poursuivront de 2016 à 2025.

35. Comme suite à l'adoption de ce plan, un comité directeur a été constitué le 22 décembre 2010, avec à sa tête le Premier Ministre, secondé par deux Vice-Présidents, le Ministre de la défense, qui est chargé des activités de déminage, et le Ministre du travail et des affaires sociales, qui s'occupe de l'assistance aux victimes et de leur réinsertion. Le 22 avril 2011, le Ministre du travail et des affaires sociales a publié une décision concernant la mise en œuvre de ses activités au titre du Plan d'action. Au cours de la première phase (2010-2015), il envisage d'élaborer des normes d'assistance aux victimes, d'élaborer et de mettre en œuvre un projet relatif à l'aide à la réinsertion des victimes de mines ou de bombes, de mettre en place un système de services sociaux pour les victimes et de renforcer la coopération internationale en matière d'assistance aux victimes. Les activités de déminage et d'assistance aux victimes sont actuellement essentiellement financées par le budget de l'État, bien en-deçà des besoins réels.

36. En conclusion, le représentant du Viet Nam dit que son pays apprécie grandement tout l'appui et l'assistance qu'il a reçus; il remercie notamment les États-Unis d'Amérique,

le Japon, l'Australie, le Comité international de la Croix-Rouge et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance de leur soutien, qui a permis de soulager les souffrances de nombreuses victimes dans les régions les plus touchées. Il engage la communauté internationale à augmenter son assistance aux fins du déminage et de l'assistance aux victimes.

37. **M. Laurie** (Service de la lutte antimines de l'ONU) se réjouit, au nom de son service, de l'ajout d'une section consacrée à l'assistance aux victimes sur la page Web de la Convention et de la publication du premier Rapport mondial sur le handicap de l'OMS – deux mesures importantes aux fins de la compréhension de la question de l'assistance aux victimes et de sa mise en œuvre – et encourage les participants à lire ce rapport et à suivre les recommandations qui y sont formulées.

38. Partageant entièrement les recommandations énoncées par la Coordinatrice, il attire en outre l'attention des participants sur la nécessité de prendre en compte les familles et l'entourage en matière d'assistance aux victimes des restes explosifs de guerre, ou REG, et de veiller à préserver les activités mises sur pied, souvent dans le cadre de programmes de déminage, jusqu'à ce que la question du handicap soit dûment et efficacement prise en considération par les pays. À cet égard, le renforcement des capacités nationales est primordial puisqu'il devrait permettre, dans le cadre des activités mises en œuvre au titre de la coopération internationale et de l'assistance dans les pays possédant une forte proportion de personnes handicapées, d'aider à la mise en place de structures adéquates. Il est en effet regrettable que, parfois, faute de moyens, des établissements de prise en charge doivent fermer leurs portes.

39. Enfin, étant donné les préoccupations exprimées par certains pays particulièrement touchés par le problème des REG, notamment le Soudan, le Viet Nam, la Serbie, les Philippines, la République démocratique populaire lao et l'Afghanistan, le représentant du Service de la lutte antimines de l'ONU ne peut que leur recommander d'adhérer à la Convention, et en particulier au Protocole V.

40. **M^{me} Officer** (Coordinatrice de l'Équipe Incapacités et réadaptation de l'OMS) dit que, dans le Rapport mondial sur le handicap, les parents et proches de victimes rescapées sont bien pris en compte; en revanche, les proches des victimes décédées ne le sont pas. Par ailleurs, M^{me} Officer confirme qu'il serait désastreux de démanteler les programmes d'assistance aux victimes de REG et de mines terrestres sans avoir auparavant mis en place d'autres mécanismes. Il convient de s'appuyer sur les services existants dans ce domaine, en les développant et en veillant à ce qu'ils répondent spécifiquement aux besoins de cette catégorie de victimes.

41. **M. Kimpton** (Australie) fait observer que, ayant coprésidé en 2011, avec le représentant de l'Ouganda, le Comité permanent sur l'assistance aux victimes relevant de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, il a pu constater que les travaux dudit Comité poursuivaient les mêmes objectifs que ceux menés au titre du Protocole V. Il encourage les coordonnateurs à entamer en 2012 des discussions avec le Comité permanent et d'autres organes conventionnels pertinents, la mise en commun des données d'expérience ne pouvant qu'être bénéfique à tous.

42. En matière d'intégration des personnes handicapées dans les activités de développement, l'Australie s'appuie sur sa stratégie intitulée «Le développement pour tous: pour un programme d'aide australien ouvert aux personnes handicapées», qui met en place des processus visant à l'intégration des personnes handicapées dans l'ensemble du programme d'aide national et, parallèlement, soutient les activités spécifiques nécessaires dans le domaine du handicap, double approche également appliquée dans l'assistance que le pays apporte aux victimes rescapées, sous forme de services sociaux et de santé. La

délégation australienne soutient les recommandations formulées par la Coordinatrice et encourage toutes les Hautes Parties contractantes à se concerter afin que la sixième Conférence, en 2012, puisse adopter une formule F modifiée pour la notification des dispositions prises à l'échelon national en matière d'assistance aux victimes.

43. **M^{me} Liufalani** (Nouvelle-Zélande) dit que, en matière d'assistance aux victimes, les futurs travaux de la Conférence devraient rester axés essentiellement sur la réintégration sociale de ces personnes et leur réinsertion économique. À cet égard, le Plan d'action demeure une composante importante des travaux au titre du Protocole V. La création, sur le site Web, d'une section spécialement consacrée à l'assistance aux victimes constitue également une heureuse initiative. Quant au questionnaire qui y figure, il offre aux Hautes Parties contractantes un excellent support pour échanger l'information, permettant ainsi d'identifier les besoins et difficultés éventuels sur lesquels la Conférence pourrait se pencher à l'avenir. La Nouvelle-Zélande soutient la recommandation concernant la mise au point d'un masque de saisie pour la présentation de rapports nationaux sur l'assistance aux victimes.

44. **Le Président** croit comprendre que la Conférence souhaite approuver les recommandations formulées par la Coordinatrice sur l'assistance aux victimes au paragraphe 11 de son rapport (CCW/P.V/CONF/2011/7/Rev.2).

45. *Il en est ainsi décidé.*

Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole (suite)

46. **Le Président** propose, conformément à la pratique établie, d'inclure dans le document final un paragraphe où il est recommandé, premièrement, que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Dépositaire du Protocole V, et le Président de la Conférence, au nom des Hautes Parties contractantes, s'efforcent de promouvoir l'objectif de l'universalité du Protocole V, deuxièmement, que le Président de la Conférence fasse rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-septième session, sur ce qu'il aura entrepris et obtenu, troisièmement, enfin, que les Hautes Parties contractantes s'efforcent, avec le concours de l'Unité d'appui à l'application, d'encourager l'adhésion d'un plus grand nombre de pays au Protocole V.

47. *Il en est ainsi décidé.*

Examen des questions concernant l'application nationale du Protocole V, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels (suite)

48. **Le Président** rappelle que les délégations ont eu l'occasion de s'exprimer sur ce point au cours de l'échange de vues général et du débat thématique qui y a été consacré, et croit comprendre qu'il n'est pas nécessaire de s'arrêter sur ce point de l'ordre du jour.

49. *Il en est ainsi décidé.*

Préparation des conférences d'examen (CCW/P.V/CONF/2011/9)

50. **M^{me} Loose** (Secrétariat) fait part des propositions d'amendement au projet de texte sur le Protocole V (CCW/P.V/CONF/2011/9), qui serait soumis à l'approbation de la quatrième Conférence d'examen de la Convention, pour inclusion dans le document final de ladite Conférence. Sur proposition de la Nouvelle-Zélande, à l'alinéa *b* du paragraphe 1, le mot «*deleterious*» serait remplacé par «*harmful*» et à l'alinéa *h*, le mot «*coincide*» serait remplacé par «*be held back-to-back*». Sur proposition du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à la troisième ligne de l'alinéa *d* du paragraphe 1, le texte «*including existing explosive remnants of war as referred to in Article 7,*» serait ajouté après «*explosive remnants of war,*», et le texte ci-après serait ajouté à la fin de l'alinéa: «*All High*

Contracting Parties, whether affected by explosive remnants of war or not, are encouraged to provide information on their capacity to implement their Article 4 obligations.».

51. **M. Maresca** (Comité international de la Croix-Rouge) explique que la première des propositions d'amendement faites par le CICR vise à appeler l'attention sur l'article 7 du Protocole, qui traite spécifiquement des restes explosifs de guerre existants, volet du Protocole V sur lequel porte une grande partie des travaux menés actuellement dans le cadre de la réunion d'experts et de la Conférence des Hautes Parties contractantes. La seconde proposition d'amendement vise à souligner le rôle central de l'article 4 dans la mise en œuvre du Protocole. Y sont énoncés les actes qui doivent être accomplis préalablement à l'exécution de toutes les autres obligations nécessaires pour donner effet au Protocole.

52. **M. Laurie** (Service de la lutte antimines) souscrit pleinement aux amendements proposés. Soulignant que l'article 4 renferme les dispositions les plus utiles du point de vue du droit international humanitaire – ce que n'ont pas manqué de faire observer non seulement le CICR mais aussi le Secrétaire général de l'ONU dans son message de la veille, ou encore l'Équipe de la lutte antimines de l'ONU –, il encourage les Hautes Parties contractantes à accepter d'ajouter la phrase proposée en fin d'alinéa *d*.

53. **M. Singh Gill** (Inde), appuyé par la délégation brésilienne, demande à disposer du temps de réflexion voulu avant de se prononcer sur les amendements qu'il est proposé d'apporter au document CCW/P.V/CONF/2011/9. Il fait observer que, traditionnellement, le texte appelé à figurer dans le document final de la Conférence d'examen de la Convention revêt un caractère relativement solennel qu'il serait bon de préserver. M. Singh Gill rappelle en outre au CICR et au Service de la lutte antimines que c'est aux Hautes Parties contractantes qu'il incombe de mettre au point le texte et de se prononcer sur les amendements proposés. Sur le fond, la délégation indienne estime que la modification proposée de l'alinéa *b* est superflue, et que la phrase qu'il est proposé d'ajouter en fin d'alinéa *d* mettrait indûment en avant certains aspects de la mise en œuvre du Protocole V.

54. **Le Président** propose de tenir des consultations informelles avant de se prononcer sur le projet de texte, et renvoie l'examen du point 12 à la séance suivante.

Questions diverses

55. **Le Président** note qu'aucune délégation ne souhaite intervenir au titre du point 14 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 45.